Elections outre-mer et après ?

Synthèse

Abstention, désintérêt pour les scrutins nationaux, rejet des pouvoirs en place, incohérence des votes, rupture avec la classe politique... sont caractéristiques des dernières élections. Le sentiment d'abandon voire de mépris ressenti par les populations ultramarines exige que tout soit mis en œuvre pour réconcilier ces populations avec la République.

Plusieurs voies doivent être explorées et mises en œuvre simultanément : celle de la gouvernance en faisant des territoires ultra-marins des laboratoires de démocratie participative ; celle de la responsabilisation des acteurs, les élus locaux mais aussi l'État, national ou local, pour restaurer la confiance et améliorer l'action publique locale ; celle d'un développement économique plus favorable aux populations ultramarines, ce qui nécessite d'enclencher de nombreuses réformes pour passer d'un « rattrapage du modèle républicain » largement cantonné à la sphère sociale à un rattrapage du modèle de développement, porteur de valeur ajoutée locale et d'emplois.

C'est maintenant qu'il faut enclencher, simultanément et dans la durée, l'ensemble de ces réformes. Plus tard, il sera trop tard.

Les résultats aux élections présidentielles en outre-mer montrent, par le niveau de l'abstention, un désintérêt pour la participation nationale de ces territoires et un rejet violent des pouvoirs en place, pour ceux qui ont voté. L'incohérence du vote entre les deux tours (à gauche toute, puis à droite, ou encore aux extrêmes) signifie qu'il ne s'agissait pas tant de voter pour une tendance mais bien de voter contre, d'exprimer son mécontentement, sa volonté de « dédagisme ».

Les élections législatives font montre de davantage de repli sur les positions traditionnelles.

Aucun député n'est inscrit au groupe RN et seulement 3 le sont au groupe LFI. Les partis de gauche traditionnels en rassemblent la majorité (10, dont les députés indépendantistes, au groupe communiste et 4 au groupe socialiste), 4 appartiennent à la majorité (3 LREM et 1 MODEM), tandis qu'il subsiste un seul député inscrit au groupe LR. Les 5 autres sont inscrits au groupe LIOT (libertés, indépendants, outre-mer et territoires), petit groupe formé de centres droits et centres gauches.

Les 27 députés ultramarins n'ont pu se mettre d'accord pour créer un groupe ultramarin, même les 17 qui appartiennent aux groupes constituant la NUPES. Ainsi la politique traditionnelle semble plus importante que les particularités ultramarines.

Il existe donc une profonde rupture entre les populations et la classe politique ultramarines. Les premières ne veulent plus participer à la démocratie telle qu'elle est actuellement organisée et se méfient de l'Etat et des collectivités publiques qu'elles ressentent comme au mieux négligentes à leur égard, au pire leur ennemi. Pour les populations, la classe politique, et singulièrement les parlementaires, se complaisent dans les ors de la République et ne semblent pas avoir d'autres objectifs que leur survie politique.

Comment alors réconcilier les populations avec la République, face à cette sensation d'abandon, voire de mépris ?

Plusieurs voies peuvent être explorées, celle de la gouvernance, celle de la responsabilisation des acteurs – locaux ou nationaux – et celle d'un avenir économique plus favorable aux populations ultramarines.

1) Faire des territoires d'outre-mer des laboratoires de la démocratie participative

Puisque les représentants nationaux, pour certains fort peu représentatifs au demeurant, ne constituent pas une courroie de transmission efficace, il faut donc tenter de trouver des moyens de gouvernance directs avec les représentants locaux (notons cependant que les taux d'abstention aux élections locales montrent aussi le peu d'appétence des populations pour cette catégorie de représentation), mais surtout et le plus directement possible avec les populations. Pourquoi alors ne pas essayer de faire des DOM, des laboratoires de la démocratie participative (citoyens et élus locaux) avec :

- l'institution de réunions d'information destinées à éclairer les populations ultramarines sur les carences locales : organisation administrative du mille feuilles et des compétences de chaque feuille ; avec pôle emploi sur les besoins en matière d'emplois ;
- des conférences de citoyens sur les grands problèmes sociétaux : par exemple la pandémie et la vaccination, les questions de genre, la mémoire de l'esclavage... cela permettrait de provoquer une catharsis plutôt saine et de mettre éventuellement à jour les influences religieuses (évangéliques) voire complotistes, qui ne reflètent probablement pas les aspirations profondes des populations locales ;
- Un conseil ultramarin de la refondation (décliné dans chaque DOM/COM), associé au Conseil National de la Refondation, en cours de difficile mise en place.
- etc.

2) Renouer avec une plus grande responsabilité locale, assumée par les élus locaux comme par l'Etat

Si on veut restaurer la confiance envers les élus locaux, celle-ci passe par une amélioration significative de la gouvernance locale et de l'action publique locale : suppression des gaspillages en tous genres et des pratiques douteuses, retour à une gestion exemplaire, suppression de tous les organismes inutiles et coûteux (SPL, certaines SEM...), réduction des délais de paiements aux entreprises et aux organismes de sécurité sociale, restauration de marges financières des collectivités territoriales (arrêt des recrutements, réduction des indemnités des élus à titre d'exemplarité...) pour enfin investir et rénover les services publics.

En cas de blocus ou en l'absence de redressement qui conditionne le retour de la confiance, les populations ultramarines locales ne sont pas sans solution pour exprimer leur mécontentement ou suggérer des solutions. Il en existe qui ne demandent qu'à être développées :

- le recours au droit de pétition, prévu par la Constitution,

- les conférences de citoyens, à organiser sur les grands problèmes de société, spécifiques aux outre-mer,
- les référendums d'initiative locale sur certaines questions purement locales : accès aux services, accès à l'eau potable, aménagement du territoire, urbanisme commercial, manifestations culturelles, dérogations à la réglementation nationale ou européenne, notamment aux normes ...

Au demeurant, si ces possibilités offertes au citoyen ultramarin ne suffisent pas, l'État doit aussi faire preuve de davantage de responsabilité et ne pas se contenter de sa compétence régalienne, au combien nécessaire, de maintien de l'ordre : exercice effectif du contrôle de légalité sur les actes des collectivités locales, élargissement du pouvoir de substitution du préfet en cas de carence lourde d'une politique publique portant préjudice à la population locale et à l'attractivité du territoire (gestion de l'eau par exemple..).... Etc ...

3) Enclencher les réformes nécessaires à un avenir économique plus favorable aux populations ultramarines locales

Réconcilier les populations ultra-marines avec leurs gouvernants – locaux ou nationaux – c'est aussi manifester la volonté réelle de s'attaquer aux plaies qui touchent la plus grande partie de ces populations : chômage, cherté de la vie, chômage et exode des jeunes, illettrisme, inégalités croissantes, pauvreté....

Il s'agit enfin de « faire » et non plus de déclarer qu'on va faire. Il s'agit d'ajuster les instruments d'intervention (subventions européennes ou nationales, défiscalisation et mesures fiscales, exonérations de charges ...) à ces objectifs, dans un contexte de plus grande souveraineté alimentaire et énergétique et de préservation de la biodiversité. Les questions et problématiques sont nombreuses et on ne pourra faire l'impasse sur aucune d'entre elles :

- problème des prix et de la cherté de la vie, sachant que cette question est structurelle et ne se résout pas à une seule mesure, que celle-ci porte notamment sur les marges des distributeurs, l'octroi de mer ou le fret maritime. Elle nécessitera de toucher simultanément et progressivement à de nombreux dispositifs, ancrés dans l'histoire de ces territoires. Elle nécessitera également davantage de concurrence et de régulation ;
- mise en place de filières de production (de l'amont à l'aval), permettant, à partir de la concentration sur toute l'étendue d'une filière de tous les dispositifs existants (financements européens, aides à la recherche, à l'innovation, à l'emploi, aides ciblées à l'investissement...) ou à inventer de (dispositifs de protection de marchés temporaires, filières franches ...), de créer de la valeur ajoutée locale, des emplois, sans oublier des produits d'exportation, à partir des besoins propres à chacun des outre-mer : filières agricoles et alimentaires, bois, énergies renouvelables, possibilités d'exportations, filières d'excellence exploitant la biodiversité en matière de cosmétique par exemple, ..traitement des déchets ;
- élargissement des compétences régionales, condition d'échanges commerciaux avec la zone géographique, plus favorables aux territoires ultramarins que les seules importations en provenance de la métropole ou de l'union européenne ;

- exploitation raisonnée des ressources locales, terrestres notamment celles du sous-sol, ou maritimes, notamment celles de la pêche, dans des hautes conditions environnementales ;
 - mise en place d'une politique ambitieuse de transports collectifs et de mobilité douce, permettant de mettre fin progressivement au « tout voitures » ;
 - adaptation des normes de production et d'échanges (construction, importations...) et mise œuvre des potentialités offertes par l'article 349 TFUE, à la lumière de la jurisprudence Mayotte de 2015 ;
 - accroissement significatif des contrôles de l'État sur le travail dissimulé, celui-ci se traduisant pour les populations ultramarines concernées, par des revenus tronqués, un accès limité à la couverture sociale et médicale et à des retraites amputées ;
 - appui renforcé en termes d'ingénierie et d'assistance ;
 - développement de la formation en alternance et renforcement de l'insertion professionnelle des jeunes et des chômeurs de longue durée, avec des objectifs chiffrés pour les préfets (incitation à la création d'entreprises indépendantes, développement du micro-crédit, augmentation de la prime d'activité servie outre-mer aux travailleurs pauvres par recyclage d'économies sur la baisse de la Réduction d'impôt sur le revenu spécifique outre-mer, ...) ;
- ...etc ..

C'est à partir de toutes ces voies – gouvernance, responsabilisation des acteurs, transformation économique et sociale autour d'entreprises pourvoyeuses de valeur et d'emplois – que les populations ultramarines pourront se réapproprier un avenir au sein de la République.

Et c'est maintenant qu'il faut remettre un pilote dans l'avion. Après, ce sera trop tard.